



Adresse au ministre de la culture lors de sa venue à Clermont-Ferrand

Monsieur le ministre,



Réaction du ministre au discours des représentants du personnel...!

votre venue à Clermont-Ferrand est l'occasion de vous rappeler le rejet qu'inspire à l'ensemble des personnels **la loi réformant la fonction publique**, tournée, sans ambiguïté aucune, contre les agent-e-s, leur statut, leurs droits et leurs conditions de travail et, partant, **contre les principes fondateurs de la Fonction publique**.

Les objectifs déjà très clairement posés par **Action Publique 2022 – la réforme de l'État**– restent les mêmes : **destruction de 120 000 emplois** dans les trois versants de la Fonction publique, nouvelles coupes budgétaires drastiques, **casse du statut général et des garanties collectives, précarisation de l'emploi et des conditions de travail, accélération et extension des privatisations** partout où c'est possible tout de suite. C'est tout autant une mise en cause radicale des administrations centrales. Briser les capacités opérationnelles des services d'administration centrale pour charger la barque des Drac témoigne d'une absence cruelle de bon sens politique. C'est aussi une forme de mépris profond pour les uns comme pour les autres car, et vous le savez bien, **les Drac sont exsangues et continuent de perdre des postes au gré des départs en retraite et des mutations, sans compter que les conditions de travail pour les agents restants se dégradent sans cesse**.

Ainsi en **Auvergne**, le poste de recenseur à la CRMH ne serait pas remplacé. Il va rester un seul agent recenseur pour 4 départements, en plus de la gestion des villes d'art et d'histoire...Va-t-on abandonner ces territoires ? Va-t-on faire porter sur un seul agent la charge de travail ? De la même manière, au SRA, le poste de chargé des collections et de gestionnaire du CCE pourrait ne pas être remplacé et constitue ainsi l'occasion rêvée pour donner les clefs du CCE à l'INRAP et externaliser en douce nos missions.

La liste des postes supprimés surtout dans les catégories B et C est très longue et s'ils sont remplacés, ce sont par des postes de catégorie A et le plus souvent A+. Ce type de politique RH se situe dans le droit-fil de « **la grande réforme de l'Etat** » voulue par le chef de l'Etat et votre gouvernement : des administrations qui « pilotent » et des services publics démantelés et externalisés. Des recrutements de catégories A et A+++ pour « piloter » et faire de la représentation et « dialoguer » au niveau préfectoral tandis que le travail réel productif et de service public sera fait ailleurs ou pas du tout.

La disparition de la DAC de Guyane absorbée par la préfecture pourrait être le prélude à la fin programmée des DRAC. Ce n'est pas de la fiction : la liquidation des administrations centrales, des SCN et de l'autonomisation des EP ainsi que l'exemple de la DAC Bretagne le prouve en métropole. **Ce gouvernement mène une fronde honteuse contre la Fonction publique et ses personnels. Contre l'ensemble de la population. La répression d'une violence inouïe qui se déchaîne contre les manifestants en gilet jaune est devenue une sorte de « préparation d'artillerie » en vue de la chasse aux chômeurs, de la chasse aux fonctionnaires, aux professeurs, aux jeunes, aux retraités, aux soignants.**

Ce gouvernement créé ainsi le climat propice à une **révolte généralisée** que le phénomène « gilet jaune » a commencé à illustrer.

En ce qui nous concerne, à notre échelle, nous n'avons d'autre choix que de défendre, pied à pied, le service public et tous nos emplois, forts de l'appui de la population dont la révolte n'est pas prête de se calmer !

Clermont Ferrand le 8 juillet 2019